

## Notes de lecture

**Juliette Rennes – Femmes en métiers d’hommes. Cartes postales 1890-1930. Une histoire visuelle du travail et du genre**

(2013). Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu autour « d’un regard l’autre », 224 p.

Fondé sur l’analyse d’un corpus riche de plus de trois cents cartes postales des années 1890 à 1930, l’ouvrage de Juliette Rennes ‘donne à voir’ et décrypte les multiples mises en scène et représentations de femmes exerçant des métiers considérés à l’époque comme des métiers d’hommes. Transgressant les normes de genre, les factrices, colleuses d’affiches, avocates et écrivaines – réelles ou fantasmées – font leur apparition sur les cartes postales, qui s’imposent alors comme l’un des supports privilégiés de la communication de masse. À travers un parcours imagé captivant, l’auteure propose une histoire originale du travail et du genre qui convoque une analyse iconographique minutieuse et des éclairages historiques, questionnant les liens entre représentations visuelles, réalité du travail des

femmes et rapports sociaux de sexe.

Dans le premier chapitre, Juliette Rennes explore les représentations d’une figure féminine qui se profile à travers l’Europe : l’émancipée. Cette catégorie regroupe les femmes qui « s’approprient des activités, des rôles et des comportements perçus comme masculins » (p. 11). Les cartes postales représentent avant tout – et alimentent – les fantasmes et les angoisses liés à l’avènement de femmes dans les ‘métiers d’hommes’. La rhétorique visuelle joue sur le registre du décalage à des fins de raillerie. L’incrédulité, voire l’incongruité, face à la féminisation de certaines professions est mise en scène de manière récurrente. Grâce à une sélection opérante de cartes postales, l’auteure met en évidence l’existence de figures féminines particulièrement prisées – les avocates, les doctresses – ainsi que les différentes stratégies auxquelles recourent certains éditeurs pour garantir le succès de leurs séries fantaisie : le grotesque

côteie le grivois et le comique l'érotique. La contextualisation historique de l'analyse iconographique souligne avec finesse la concomitance des changements dans le monde du travail (accès des femmes aux formations supérieures, à de nouveaux métiers) avec les représentations qui ornent les cartes postales. En nous montrant 'l'envers du décor', Juliette Rennes donne sens à ces représentations dont l'antiféminisme est la marque de fabrique.

Le reportage, qui se caractérise en tant que genre par la volonté d'une mise en scène au plus proche de la réalité, constitue le fil rouge du deuxième chapitre. Loin des représentations satiriques des séries fantaisie, les femmes figurant sur ce type de cartes postales sont représentées au travail et dans leur contexte professionnel. L'auteure attire l'attention sur le fait que l'activité des femmes « *n'en est pas moins reconfigurée, voire réinventée au moment de la prise de vue* » (p. 53). Le reportage comme angle d'analyse permet de montrer la diversité des activités professionnelles exercées par les femmes de différents milieux sociaux, ainsi que les profondes mutations du travail féminin. Qu'elles soient « *égéries de la modernité* » (cochères, colleuses d'affiches) ou « *icônes de la tradition* » (parqueuses d'huîtres, porteuses de bois), pour reprendre la distinction proposée par Juliette Rennes (p. 67), les figures de femmes au travail ras-

semblées dans ce corpus témoignent d'une division du travail entre les sexes. Ce chapitre aborde également la thématique, davantage connue, des représentations du front féminin pendant la Première Guerre mondiale. À l'appui d'une sélection pertinente de cartes postales, Juliette Rennes conforte l'analyse historiographique selon laquelle le premier conflit mondial n'a pas représenté une césure dans la division sexuelle du travail<sup>1</sup>, même si les 'remplaçantes' font une apparition remarquée sur les cartes postales. Malgré des différences nationales notables, les cartes postales qui ont alimenté une culture de guerre et durablement marqué l'imaginaire collectif glorifient avant tout la dimension patriotique du dévouement féminin.

Objet du troisième chapitre, les cartes postales reproduisent des portraits de personnalités célèbres. Bénéficiant d'une aura, ces pionnières incarnées sont les stars d'antan : écrivaines, artistes (musiciennes, compositrices, sculptrices), journalistes, scientifiques, exploratrices ou encore aviatrices. Mais ces femmes sont minoritaires, « *les voies d'accès à la célébrité étant inégalement distribuées selon le sexe : les académies, lieux d'enseignement des arts, les circuits de reconnais-*

<sup>1</sup> Thébaud Françoise (1992). « La Grande Guerre. Le triomphe de la division sexuelle du travail ». In Duby Georges, Perrot Michelle (eds). *Histoire des femmes. Le XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Plon.

sance et de diffusion des œuvres artistiques, les établissements d'enseignement scientifiques et techniques les plus anciens et les plus prestigieux demeurent encore largement fermés aux femmes » (p. 100). Juliette Rennes retrace certains parcours de femmes qui transgressent ouvertement les normes de genre et tabous sociaux, mais elle nous conte aussi, de manière réussie, ce qui est occulté par les cartes postales illustrant la réussite sociale de ces figures (féminines) : l'opposition tenace face à l'accès des femmes aux professions artistiques et scientifiques. Revisitée à l'aune d'une histoire des professions et de l'associationnisme féminin – dont c'est aussi l'âge d'or –, ces cartes postales prennent une signification singulière, et les portraits de célébrités un intérêt historique.

Les deux derniers chapitres abordent le vaste thème de l'inversion du genre. Intitulé « Une masculinité mascarade ? », le chapitre 4 traite des marqueurs conventionnels de la masculinité dans la mise en scène de femmes exerçant des activités réservées aux hommes. Représentées comme s'arrogeant les attributs des positions de pouvoir détenues par les hommes, les femmes en pantalon, à lunettes, à casquette ou fumant une cigarette constituent une source d'inspiration inépuisable pour les illustrateurs et les producteurs de séries fantaisie. La féminisation des noms de métiers,

la mise en péril de la famille traditionnelle induite par l'activité professionnelle de la mère et le spectre des femmes sans homme constituent autant de ressources du répertoire comique traitées dans le chapitre 5 ; variation à l'infini sur des motifs visuels incarnant le désordre des sexes, le renversement des rôles ou l'incompatibilité pour les femmes de concilier tâches familiales (maternelles) et professionnelles. Juliette Rennes clôt néanmoins ce dernier chapitre en nuanciant quelque peu cette vision de la pionnière. Une note positive donc, qui montre que certaines représentations de femmes en position de pouvoir dans l'exercice de leur fonction semblent davantage « alimenter le désir plutôt que susciter le ricanement et la raillerie », brouillant ainsi « les imaginaires dominants sur le sexe » (p. 207).

Dans la préface à l'ouvrage, Michelle Perrot affirme que les représentations de femmes figurant sur les cartes postales « bouleversent l'ordre des savoirs et amorcent un changement des rapports de pouvoir » (p. 9). L'histoire visuelle du travail et du genre à laquelle nous convie Juliette Rennes met cependant surtout l'accent sur les résistances face à l'accès des femmes aux formations supérieures et à la féminisation de certaines professions. Ce que nous donnent à voir les cartes postales 'du réel', c'est la division sexuelle du monde

social, la ségrégation et la hiérarchisation sexuées qui structurent le travail salarié. Au prisme d'une analyse centrée sur un support banalisé qui contribue à façonner l'imaginaire collectif, l'ouvrage de Juliette Rennes démontre que l'histoire des représentations est partie intégrante d'une histoire du travail et du genre.

**Céline Schoeni**

Historienne, Université de Genève

**Florence Rochefort et Éliane Viennot (eds) – *L'engagement des hommes pour l'égalité des sexes (XIV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)***

(2013). Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne « L'école du genre », 274 p.

Ce recueil, dirigé par Florence Rochefort et Éliane Viennot, comprend dix-sept contributions au colloque organisé à l'Université de Saint-Étienne par l'Institut Émilie du Châtelet, en 2010. Il brosse un panorama des modalités selon lesquelles des hommes ont pris position pour l'égalité, mais aussi des spécificités de leurs engagements.

L'histoire des femmes s'est développée grâce à la volonté de féministes, contre une histoire des 'grands hommes' – hommes de pouvoir ou inventeurs – qui excluait massivement les femmes. Depuis lors, de nombreux travaux ont mis en valeur des 'grandes femmes', fournissant à son tour au féminisme ses héroïnes (Olympe de Gouges, Marguerite Durand, Madeleine Pelletier...). Faire une histoire des 'champions'

ou des portraits d'hommes favorables à l'égalité des sexes, serait une forme de retour à ce que l'histoire des femmes et du genre a d'abord combattu. Ce recueil déjoue cette embûche, car neuf des dix-sept chapitres sont consacrés à un ensemble d'hommes, dispersés ou agissant dans un cadre collectif. L'angle individuel n'est pas le seul et n'est pas privilégié, en outre les auteur-e-s veillent à analyser les discours de ces hommes au regard de leurs choix privés, et à les situer dans leur contexte. En dépit d'un découpage moins parlant que celui du colloque initial, les chapitres ont trait à deux catégories : les uns sont centrés sur des écrits en faveur de l'égalité, les autres sur des parcours personnels qui relèvent d'un engagement politique ou de terrain.

« *Enfin ! Il était temps de rappeler la mémoire de ces hommes sans qui l'accès des femmes à une sexualité plus libre, car mieux protégée contre la procréation, aurait sans doute demandé un long temps supplémentaire.* » Janine Mossuz-Lavau débute par ces mots son chapitre sur la contraception et l'IVG. Il semble pourtant qu'au contraire, ce colloque complète une bibliographie déjà riche. D'une part, comme le rappellent Florence Rochefort et Éliane Viennot, *male studies* et *masculinity studies* se sont fortement développées surtout aux États-Unis, y compris quand paraissait ce recueil avec

la traduction de *Refuser d'être un homme* de John Stoltenberg (Syllepse, 2013) puis de l'ouvrage phare de Raewyn W. Connell, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie* (éd. Amsterdam, 2014), dans la foulée de celui dirigé par Anne-Marie Sohn, *Une histoire sans les hommes est-elle possible ?* (ENS éd., 2013). D'autre part, les références très nombreuses citées dans ces actes mettent en évidence que l'implication des hommes pour l'égalité des sexes est étudiée de longue date. En français, on peut notamment citer Benoîte Groult qui avait ouvert la voie, dès 1977, avec *Le féminisme au masculin* (Denoël/Gonthier), et, plus récemment, les travaux d'Alban Jacquemart (par exemple, son article « L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre », *Cahiers du genre*, n° 55/2013).

En dépit de cette relative abondance éditoriale, ce recueil apporte des éclairages nouveaux. D'abord, il traite le sujet de façon large, mettant au jour convergences et divergences diachroniques et géographiques. Il démontre aussi une grande réflexivité sur l'historiographie de la question. Ensuite, son interdisciplinarité (de l'histoire à la sociologie en passant par l'histoire de l'art, les sciences de l'éducation, la philosophie), invite à découvrir des auteurs peu publiés en français sur le sujet (Genevra Conti Odorisio, Cristina Scheibe Wolff). Enfin, ce livre aborde finement le

parcours de personnalités dédaignées (Yves Guyot, ici réévalué par Yannick Ripa) ou des pays moins connus du lectorat français (Belgique, Brésil, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Suède).

La contribution d'Hélène Quanquin est la plus atypique du recueil. Par sa forme d'abord, car l'historienne part d'une peinture de Benjamin Robert Haydon (*Le congrès contre l'esclavage de Londres*, 1840) puis en creuse le contexte, les choix de représenter qui et comment. Par son contenu ensuite, puisque la lutte contre l'esclavage et la participation active de femmes à ce combat fournit le terreau d'une comparaison avec le sexisme, près de cent trente ans avant que Colette Guillaumin ne forge le mot « *sexage* ». Enfin, une autre force de cette contribution réside dans la confrontation des contextes anglais et américains, où les questions de l'esclavage, du sexisme, et de la mixité, se posent dans des termes différents.

Quant à elle, Éliane Viennot rappelle que la situation des femmes en Europe se détériore à partir du XV<sup>e</sup> siècle. Ainsi évite-t-on une vision linéaire de l'histoire, où la marche vers l'égalité serait inéluctable. L'égalité ne progressant pas spontanément, il est nécessaire que des personnes la promeuvent. Les premiers hommes mentionnés sont qualifiés de « *champions des dames* », expression parfois moqueuse mais qui place les

intéressés du côté valorisant de la chevalerie. Élise Devieille, citant des militants suédois du XXI<sup>e</sup> siècle, rappelle qu'il est plus facile pour un homme que pour une femme de se dire féministe, car le discours égalitaire est mieux accepté venant d'eux. L'inégalité vient donc se nicher au sein même du combat pour l'égalité, du 'féminisme' (le mot apparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle). Alban Jacquemart mentionne les différentes formes de « *rétribution du militantisme* » théorisées par Daniel Gaxie, notamment les rétributions symboliques. Dans le cas du féminisme, la dernière partie de cet ouvrage démontre que ces rétributions sont asymétriques entre les sexes, les hommes ayant accès à des lieux interdits aux femmes, notamment les assemblées parlementaires, comme en témoignent plusieurs chapitres. Leurs privilèges de sexe deviendraient donc un atout tactique dans certains combats.

La présence continue d'hommes en faveur de l'égalité sur toute la période peut être lue, en attestent certains chapitres, comme un miroir des résistances (persistantes) à l'égalité. À ces résistances, s'ajoutent des divergences voire des oppositions, ainsi le fossé politique, analysé par Michel Prum, qui sépare le très libéral John Stuart Mill de William Thompson, plus social.

L'actualité de certains discours ou revendications présentés dans ces pages s'est émoussée (en

Occident, l'accès à l'éducation ou l'abolition de l'esclavage), mais d'autres conservent une grande actualité, tels les arguments de Guyot concernant la prostitution, qui trouvent un écho récent chez les défenseurs des personnes prostituées.

On peut aussi lire ce volume avec un autre découpage. D'un côté, il décrit ce que ces hommes disent ou font par rapport aux femmes, avec une philogynie parfois naïve mais qui, du moins, valorise l'intelligence des femmes et leur aptitude aux sciences (de Comenius au Moyen-âge, à Salvatore Morelli à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle). Le spectre des enjeux abordés est très large : l'éducation des filles, la conservation par les femmes de leur nom de naissance et le droit au divorce, le calcul par Thompson de la valeur du travail domestique effectué par les femmes, le droit de vote et celui de siéger au congrès contre l'esclavage, l'accès à la magistrature en Belgique, le droit à l'avortement. Léopold Lacour, à la Belle époque, évoque ouvertement la sexualité et le libre désir des femmes. Les aspects économiques reviennent dans certains chapitres, concernant le sort des femmes pauvres et des mères célibataires sous la Révolution française ou dans la Belgique du XX<sup>e</sup> siècle. Plus rarement, certains ont dénoncé, comme Thompson, le fait que les femmes soient la « *possession* » des hommes, Mill parle de leur « *asservissement* »,

Morelli de leur « *oppression* ».

D'autre part, il est question des hommes eux-mêmes. Parfois c'est la masculinité qui est en question, le brésilien Fernando Gabeira se décrit comme un « *mâle en décomposition* » et son *Crépuscule du macho* (Pasquim, 1980) fut un *best-seller*. D'autres personnalités manifestent une conscience de sexe, François Poullain de la Barre au XVII<sup>e</sup> siècle dévirilise sciemment son écriture, deux siècles plus tard Léopold Lacour se décrit en « *allié* » des féministes ou leur « *auxiliaire* ».

La place des hommes dans le féminisme ne va pas de soi, des textes cités dans ce volume le disent avec force, par la voix de femmes (Christine Delphy, *Questions féministes*, n° 1/1977), ou d'hommes (Léo Thiers-Vidal, *Nouvelles questions féministes*, vol. 21, n° 3/2002).

Au tournant des années 1980, l'expérience des 'groupes hommes' s'est d'ailleurs soldée par des déceptions, voire des impasses aux yeux des intéressés (Gilbert Cette et Jean-Yves Rognant, *Les Temps modernes*, n° 462/1985). Cette place des hommes est pensée collectivement dans l'Initiative féministe, parti suédois étudié par Devieille, mais dans les syndicats français cette réflexion est plus difficile à imposer (Yannick Le Quentrec). À travers la place des hommes dans ces débats, c'est la nature du combat féministe qui est en question : comment le pen-

ser comme un combat politique (et non comme un 'corporatisme' féminin, catégoriel), sans pour autant considérer que les positions des femmes et des hommes y sont interchangeables ? Cet ouvrage apporte sa pierre à cette réflexion. Grâce à son étendue temporelle et à la diversité des personnalités abordées, même un public très averti y fera des découvertes, et les plus novices s'y familiariseront avec des figures bien connues comme celle de John Stuart Mill.

**Mathieu Arbogast**

Doctorant en sociologie,  
EHESS-CEMS /  
Paris Ouest-Cresppa-GTM

**Djemila Zeneidi – Femmes / fraises. Import / export**

(2013). Paris, Puf « Souffrance et théorie », 177 p.

Elles travaillent le dos courbé, des heures durant. Les rythmes sont soutenus, leurs mains sont abimées ; la journée de travail achevée, chanceuses de ne point en avoir été privées, elles regagnent les dortoirs qui leur sont réservés, au sein de l'exploitation, loin des mouvements de la ville. Les ouvrières agricoles marocaines de la fraise occupent le dernier échelon des travailleurs migrants légaux en Espagne. Légaux, certes, mais plongés dans l'incertitude, la précarité, l'absence d'autonomie et de marge de manœuvre des illégaux. Un ouvrier, qui est ici une ouvrière, idéal en somme, corvéable à merci, exploitable et jetable, qui offre en

outre le droit de se donner bonne conscience (n'aide-t-on pas une pauvre femme du Sud et sa famille ?).

Par son enquête, Djemila Zeneidi nous plonge au cœur de l'exploitation (des ouvrières) de la fraise, le filon d'or de Carthaya, dans la province espagnole de Huelva (Andalousie). Troisième producteur mondial, premier d'Europe, la fraise est, pour la région, la poule aux œufs d'or. L'auteure dévoile, à quelques encablures des barquettes de fraises de nos marchés, un dispositif bien huilé qui articule contrôle migratoire et exploitation économique. La pierre angulaire de ce dispositif repose sur le recours aux *contrats en origine*<sup>2</sup> qui permettent d'organiser, de contrôler et d'exploiter la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire les besoins de la production, tout en s'assurant qu'elle retourne là d'où elle est venue<sup>3</sup>. Pour réduire les risques, et augmenter l'efficacité du système sur ses deux versants du travail (production intensive) et de la migration

(utilitaire et non intégrative), les recrutements se sont orientés vers un profil censé conjuguer production, docilité et retour au pays : des femmes, issues de milieux ruraux, point trop jeunes, mères de famille. Or, face à ces ouvrières mises au travail dans des conditions difficiles et précaires, l'auteure découvre des discours dans lesquels se conjuguent dureté des contraintes et désirs d'émancipation. Non pas émancipation de ces contraintes, mais désir de mobilité et de liberté qu'elles projettent de conquérir en Europe. Le travail et ses contraintes apparaissent alors à la fois comme une matérialisation et un relais de cette projection.

Pour comprendre ces discours émancipatoires, il faut déconstruire ce dispositif dont l'objectif productif se traduit par la mise en forme, sur plusieurs niveaux, d'une domination qui conjugue balisement de l'espace et des flux migratoires, contrôle des corps, et joue sur les désirs et les attentes des ouvrières. Il repose sur une *fiction*, une fausse vérité, un mensonge par omission entretenu par recruteurs et employeurs. Cette fiction, à laquelle se rattache le désir naissant de l'ouvrière qui a migré, et par là même s'est déjà transformée, est tout entière dans l'équation suivante : si elle fait quatre saisons consécutives en Espagne et décroche une promesse d'embauche d'un an, elle pourra obtenir le statut de travailleuse permanente. Le contrat

<sup>2</sup> Il s'agit d'un dispositif de recrutement de travailleurs migrants temporaires encadré par la loi espagnole (et soutenu par l'Union européenne). Les contrats sont signés dans le pays d'origine, avant la migration.

<sup>3</sup> Ce type de dispositif n'est pas nouveau. Pour une analyse du jeu entre sujétions et 'consentements' chez les ouvriers saisonniers marocains sous 'contrat OMI' (Office des migrations internationales) en France, cf. Alain Morice (2005). « 'Comme des esclaves', ou les avatars de l'esclavage métaphorique ». *Cahiers d'études africaines*, n° 179-180.



en origine est présenté aux travailleuses comme le sésame de l'entrée en Europe. Or, outre que le contrat n'est pas rédigé dans leur langue, il ne leur est pas précisé que, dans le secteur agricole, il est quasiment impossible d'obtenir des contrats d'un an, et que le système de logement (dépendant de la mairie ou le plus souvent de l'exploitation) ne permet pas de justifier la domiciliation requise. Autrement dit, malgré les rêves qu'on leur fait miroiter, elles n'ont pour ainsi dire aucune chance d'obtenir effectivement les papiers qui leur permettraient de rester travailler en Europe.

En attendant, l'évaluation positive du travail (qui justifie que les ouvrières soient annuellement réembauchées et deviennent ainsi des *répétitives*) est entre les mains de l'employeur. On retrouve le couple « *menace-croyance* »<sup>4</sup> entretenu au sein de l'exploitation. La menace de perdre son travail, de ne pas être rappelée, de ne pas arriver à convaincre de son efficacité – avec pour pendant le retour en arrière, la perte de ses projections et de ce soi désiré vers lequel tendaient tous les efforts, l'atteinte de l'estime de soi, la détresse. L'incertitude et la menace sont entretenues par des suspensions arbitraires du travail, par les mises à l'écart de certaines ouvrières (surtout les femmes enceintes), par les travailleuses

qui n'ont pas été rappelées. La menace opère par l'individualisation des responsabilités, il échoit à l'ouvrière seule de faire en sorte de rester. S'ensuivent des formes de concurrence entre ouvrières et l'attente inquiète de reconnaissance de celui dont dépend tout : l'employeur (ou celui qui le représente). Le travail que l'on craint tant de perdre devient l'arène d'une lutte pour la reconnaissance tandis que des formes de (fausse) reconnaissance entretiennent l'illusion d'être des *répétitives*, puis de futures élues autorisées à travailler et à circuler en Europe.

Les ouvrières vivent dans la projection de soi, dans l'illusion entretenue que les souffrances et les contraintes d'aujourd'hui sont le prix à payer pour ce futur désiré. Un futur dont elles goûtent déjà les fruits dans des supports spatiaux (mobilité) et matériels (carte bancaire, portable) d'une subjectivation positive. Bien qu'isolées dans des exploitations peu desservies par les transports en commun, des ouvrières tissent des liens et des alliances avec d'autres travailleurs, se rendent en ville, bougent. Elles créent leur propre mobilité, un espace à soi en dépit des difficultés (à moins qu'elles se 'maintiennent en mobilité', comme pour échapper à l'implacable retour et au destin que, transformées par l'expérience et les désirs, elles n'imaginent plus pour elles).

<sup>4</sup> Morice Alain (1999). « Quelques réflexions sur l'adhésion au système ». *Travailler*, n° 3.

Certaines ne seront jamais rappelées, d'autres feront plusieurs saisons avant de se rendre compte de la duperie du système. La responsabilité individuelle de l'«échec», la souffrance d'un effort non reconnu, les promesses non tenues, l'incompréhension et la perte des illusions d'une mobilité libre, marquent les ouvrières par-delà la Méditerranée, dans un temps qui n'est plus celui de la production et du *just in time*. Colère pour celles qui parviennent à saisir des bribes du dispositif, détresse morale pour beaucoup d'autres. Pour les ouvrières qui, déjà en Espagne, se rendent compte que leurs efforts, leur dévouement, le prix qu'elles ont payé ne sera jamais payé de retour, ce sont les défenses – bâties à force d'espoir contre la pénibilité du travail et le dénigrement – qui leur permettent de tenir, de supporter et même d'accepter les termes de l'asservissement, qui s'effondrent, les plongeant dans une grande fragilité morale et physique.

D'autres – une infime minorité ne remettant pas en cause le succès du système qui se mesure à l'aune des retours effectifs – oseront la *fuite*, l'entrée en clandestinité. Ce désir d'être, désir de soi, de se projeter autrement, est à la fois un instrument de la domination et sa création. Le dispositif à la fois utilise et crée cet espoir, qui devient volonté d'être sujet de sa trajectoire ailleurs que dans les flux balisés du système

et aux places qui sont assignées à ces femmes dans leur pays d'origine. Les ouvrières concernées y jouent leur va-tout. Elles devront traverser des étapes de précarité extrême, affronter des actes et des places que la morale réprouve (l'abandon des enfants par la 'mauvaise mère' ; les alliances 'amoureuses' que tisse la 'putain'), faire face au risque de condamnation morale. Elles ne peuvent que gagner leur pari au risque de tout perdre, leur estime, leur 'honorabilité', leur famille.

Cherchant à comprendre comment une expérience de domination peut à la fois se révéler être une expérience émancipatrice, Djemila Zeneidi déconstruit les trames du dispositif à la croisée d'une analyse de la domination et de la production de sujets, du désir de reconnaissance et des effets de la fausse reconnaissance, des enjeux de pouvoir autour de l'espace, de la vie et de la subjectivité des femmes déplacées, mises au travail, exploitées puis rejetées, et dont l'espoir entretenu de pouvoir séjourner librement en Espagne n'a d'équivalent que le cynisme du système. Cathaya, laboratoire du management des travailleuses de la contractualisation en origine, et d'un dispositif alliant politique économique de soutien d'une rente de monopole agricole et politique migratoire sécuritaire, apparaît comme un modèle expérimental pour l'Union européenne du double point de vue des migrations et du

travail. Un modèle qui pourrait se développer, tandis que des discours bien ficelés sur les politiques de co-développement et la place que doivent y occuper les femmes déguiseront bien assez les souffrances occasionnées.

**Natacha Borgeaud-Garciandía**

Sociologue  
CONICET/FLACSO (Argentine)

**Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch – *Sociologie de l'homosexualité***

(2013). Paris, La Découverte « Repères », 125 p.

Si aujourd'hui c'est l'homosexualité qui questionne la société plus qu'elle n'est questionnée par elle<sup>5</sup>, la récente polémique du *Mariage-pour-tous* a rappelé combien est précaire la connaissance, et plus encore sa diffusion, sur les homosexualités, une connaissance qui a par ailleurs peiné à trouver sa place dans l'université<sup>6</sup>. La riche synthèse de Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch, première du type en France, arrive donc à point nommé pour rappeler que l'homosexualité est un fait et une construction sociale qui peut se penser sociologiquement. Cet ouvrage est un véritable manuel d'introduction aux études gaies et lesbiennes, qui permet de balayer en 125 pages presque quarante ans de recherche. D'une part, cet ouvrage complète

et prolonge parfaitement le manuel d'études sur le genre dont Chauvin est co-auteur<sup>7</sup>; d'autre part, il s'établit comme le pendant scientifique du riche dictionnaire que Lerch a coordonné il y a une dizaine d'années<sup>8</sup>.

Le livre s'attache à faire le point sur les différentes facettes que couvrent les recherches françaises et anglophones sur les homosexualités, de la fin des années 1970 à nos jours. Se détachant de la psychologie, de la psychanalyse, et autres discours savants normatifs, l'ouvrage donne la part belle aux sciences sociales, discours de déconstruction, qui ont permis un regard critique sur les premières approches scientifiques de l'homosexualité. Ce regard permet aux auteurs de revenir autant sur les catégories ('lesbienne', 'homosexuel', 'actif/passif', etc.) que sur les styles de présentation de soi, la norme, les styles de vies, les formes du désir, les institutions, la classe sociale et l'articulation entre ces divers éléments qui composent l'expérience sociale des gays et lesbiennes.

La synthèse, structurée en six chapitres, est ambitieuse : les auteurs entendent « *sociologie* » au sens large et recourent à

<sup>5</sup> Fassin Éric (2005). *L'inversion de la question homosexuelle*. Paris, Éd. Amsterdam.

<sup>6</sup> Revenin Régis (2007). « Les études et recherches lesbiennes et gays en France (1970-2006) ». *Genre & histoire*, n° 1.

<sup>7</sup> Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2008). *Introduction aux gender studies. Manuel des études sur le genre*. Bruxelles, De Boeck.

<sup>8</sup> Eribon Didier, Lerch Arnaud, Haboray Frédéric (eds) (2003). *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*. Paris, Larousse.

l'ensemble des sciences sociales qui composent les études gaies et lesbiennes, afin d'éclairer comment « *la culture façonne la sexualité* » et comment, en retour, les sexualités façonnent des « *cultures originales* » (p. 4). L'homosexualité est de même prise dans un sens large qui ne se restreint pas au groupe social marqué par une attirance pour le même sexe, mais qui inclut les conditions de production de l'homosexualité. De plus, les auteurs prennent soin de rappeler que la construction du lesbianisme n'équivaut pas, domination masculine oblige, à la construction de l'homosexualité masculine. Une définition dynamique donc, qui prend en compte les différents mécanismes et rapports sociaux qui encadrent et traversent la catégorie 'homosexuel-le' et organisent « *un espace d'identification* » pluriel (p. 4). Cette complexification de l'objet permet de présenter une variété de travaux dont la quasi-exhaustivité fait de l'effort pédagogique un défi que les auteurs ont très bien su relever.

Les deux premiers chapitres permettent de cadrer épistémologiquement et macrostructurellement la question des homosexualités. Le premier chapitre retrace l'évolution des paradigmes d'analyse de l'homosexualité en sciences sociales. Les auteurs rappellent notamment le rôle qu'a eu l'interactionnisme pour sortir du questionnement étiologique, et le constructivisme historique

pour sortir de l'essentialisme. Le deuxième chapitre expose les conditions de l'oppression, que ce soit l'homophobie ou les discours hétérosexistes contemporains, et l'émancipation que représente le *coming-out*. « *Comment a été et est encore façonnée l'homosexualité ?* », c'est bien cette question du contexte normatif et de sa production que ces deux premiers chapitres éclairent avec justesse.

Mais ces chapitres sont surtout l'occasion de rappels essentiels. Le parcours épistémologique est d'autant plus important que la sexualité comme le genre sont régulièrement, notamment au gré des débats qui animent la communauté sociopolitique, 'renaturalisés' et 'ré-essentialisés' par les acteurs et les actrices. De plus, face à la critique des études gaies et lesbiennes comme 'militantes', le premier chapitre montre qu'une science de l'homosexualité est bien possible. Le deuxième chapitre, quant à lui, permet d'asseoir la distinction, trop facilement occultée, entre gayphobie et lesbophobie. La définition proposée de l'oppression des lesbiennes est d'ailleurs intéressante : ces femmes sont dans une posture différente de celle des gays (« *échapper à la position de dominée* » versus être stigmatisée parce que non-conforme au rôle du « *dominant* » (p. 27), en même temps qu'elles sont rendues invisibles. On remarquera que le peu de références

discutées et, bien souvent, le fait qu'elles soient récentes, révèlent un manque de travaux sur l'homophobie, la lesbophobie et l'hétérosexisme, une réticence qui peut poser question et qui appelle, en creux, à développer les recherches.

La focale change avec les deux chapitres suivants qui analysent la subculture gaie et lesbienne, pour comprendre comment l'homosexualité façonne une ou des culture(s). L'homosexualité ne se réduit certes pas à des pratiques sexuelles, et elle peut même créer de la norme, de la contre-norme, du relationnel, des territoires. La 'folle' et les espaces de drague, la pornographie et la santé lesbiennes, le VIH ou la conjugalité, le vieillissement ou le faire famille, sont autant de questions, parmi d'autres, sur lesquelles les auteurs font le point. Le chapitre cinq s'attaque, quant à lui, à la question de la politique, par le prisme du mouvement homosexuel, son histoire, son développement associatif. Ces chapitres-ci montrent ainsi les ajustements à, et les compositions avec la norme, pour rappeler que « *la compréhension de l'existence gaie et lesbienne demande de l'appréhender comme un fait social total, irréductible aux interactions sexuelles* » (p. 93).

Cet exposé très fourni sur la (les) culture(s) homosexuelle(s) et son inventivité se déroule sous l'horizon de la question de l'« homonormativité » et du déplacement du 'normal', piste qui mériterait d'être creusée, et s'ouvre finalement avec originalité sur l'idée de l'homosexualité comme 'modèle pour l'hétérosexualité'. Peut-être les auteurs auraient-ils pu compléter ces chapitres sur les modes de vies par un détour par la religion et le vécu religieux des gais et lesbiennes, mais les travaux français sont quasi inexistant<sup>9</sup> et les travaux anglophones rarement traduits<sup>10</sup> peuvent être difficiles à se procurer. Il faut toutefois saluer la richesse de ces chapitres, qui font parallèlement ressortir la 'pauvreté' relative du chapitre sur la politique, uniquement tourné vers les mouvements sociaux. Ce n'est évidemment pas le fait des auteurs qui rappellent que « *les mouvements gais et lesbiens [...] ont longtemps été négligés par la sociologie et la science politique* » (p. 79). Assurément ce chapitre appelle au développement des recherches sur la question des LGBT et de la/du politique.

terait d'être creusée, et s'ouvre finalement avec originalité sur l'idée de l'homosexualité comme 'modèle pour l'hétérosexualité'. Peut-être les auteurs auraient-ils pu compléter ces chapitres sur les modes de vies par un détour par la religion et le vécu religieux des gais et lesbiennes, mais les travaux français sont quasi inexistant<sup>9</sup> et les travaux anglophones rarement traduits<sup>10</sup> peuvent être difficiles à se procurer. Il faut toutefois saluer la richesse de ces chapitres, qui font parallèlement ressortir la 'pauvreté' relative du chapitre sur la politique, uniquement tourné vers les mouvements sociaux. Ce n'est évidemment pas le fait des auteurs qui rappellent que « *les mouvements gais et lesbiens [...] ont longtemps été négligés par la sociologie et la science politique* » (p. 79). Assurément ce chapitre appelle au développement des recherches sur la question des LGBT et de la/du politique.

<sup>9</sup> Gross Martine (2008). « Être chrétien et homosexuel en France ». *Sociétés contemporaines*, vol. 71 ; Buisson-Fenet Hélène (2004). *Un sexe problématique. L'Église et l'homosexualité masculine en France (1971-2000)*. Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.

<sup>10</sup> Thumma Scott (2005). "Negotiating a Religious Identity: The Case of the Gay Evangelical". In Thumma Scott, Gray Edward R. (eds). *Gay Religion*. Walnut Creek, AltaMira Press ; Yip Andrew (1997). "Attacking the Attacker Gay Christians Talk back". *British Journal of Sociology*, vol. 48, n° 1 ; Gray Edward R., Thumma Scott (2012). « L'heure du Gospel. Liminalité, identité et religion dans un bar gay ». *Genre, sexualité & société*, n° 8 (trad. Béatrice de Gasquet et Martine Gross).

Enfin, bien que le terme n'apparaisse pas explicitement, le dernier chapitre est axé sur l'intersectionnalité. Les auteurs montrent que « *l'homosexualité est une occasion de tenter de penser à nouveaux frais les grandes questions de la tradition sociologique* » (p. 93), que sont par exemple la mondialisation, le nationalisme ou la mobilité sociale. Ce chapitre est de loin le plus stimulant de l'ouvrage, et permet, via la discussion de travaux pour l'essentiel récents, de faire comprendre ce qu'est l'imbrication des rapports sociaux, que ce soit à l'échelle globale (diffusion d'un modèle gay dans les pays du Sud) ou bien microsociologique (mobilité sociale). Un tel chapitre rappelle que la sexualité, comme le genre, n'est pas une dimension qui n'intéresse que les chercheur·e·s en *gender studies*, mais qui peut bien intéresser tou·te·s les sociologues désirant complexifier leurs analyses.

Au terme de l'ouvrage, on a découvert une population diversifiée qui malgré l'oppression est réactive et inventive. On se rend compte que l'étude des homosexualités a été surtout dépendante des contextes sociopolitiques, ce qui montre bien le déficit de légitimité de l'objet : c'est le VIH qui a 'autorisé', outre l'étude de l'adaptation (comportementale) au virus, l'étude des conjugalités gaies, ce sont les revendications de droits égaux (à ceux des hétérosexuel·le·s) qui ont permis

l'étude des mobilisations ou de l'homoparentalité. En creux se dégagent alors de nouvelles pistes de recherche : homophobie au travail, homonormativité, LGBT et politique, rôle des nouvelles technologies dans les sociabilités LGBT... Chauvin et Lerch n'ont pas fait de ce manuel un état plat des recherches sur l'homosexualité, mais ont mené, sous une forme concise, claire et pédagogique, une réflexion dynamique sur les homosexualités et leur approche scientifique. Ce livre est une très bonne entrée dans la sociologie des homosexualités pour les 'novices', ou un très bon moyen de cimenter les connaissances des plus confirmé·e·s. Le pari de faire tenir ensemble quatre décennies de travaux disparates pour donner une cohérence à ce que l'on peut désormais appeler une sociologie de l'homosexualité a été remporté avec succès.

**Mickaël Durand**

Doctorant CEE Sciences-Po

**Alice Debauche et Christelle Hamel (eds) – « Violences contre les femmes »**

(2013). *Nouvelles questions féministes*, vol. 32, n° 1, p. 16-111.

Coordonné par Alice Debauche et Christelle Hamel, le numéro de *Nouvelles questions féministes* intitulé « Violences contre les femmes » présente un ensemble d'articles qui traite de ce phénomène social, et qui permet également de mieux comprendre les représentations et le traitement du

problème public ainsi que les controverses autour de la définition des violences. En rassemblant divers travaux empiriques, conduits dans des contextes nationaux différents, ce numéro contribue à étayer et à réaffirmer une approche féministe des violences faites aux femmes, à savoir que les violences constituent l'un des rouages de la domination masculine.

Constituées en objet politique par les mouvements féministes à partir des années 1970, les violences contre les femmes sont progressivement devenues des sujets de recherches scientifiques, ces dernières s'institutionnalisant relativement tardivement en France et en Suisse par rapport à la Grande-Bretagne ou aux pays d'Amérique du Nord, par exemple. Un entretien de Jalna Hanmer, sociologue britannique, revient sur le contexte de rédaction de l'article fondateur « Violence et contrôle social des femmes », publié dans *Questions féministes* en 1977, dans lequel elle analyse « la violence et la menace que font peser les hommes sur les femmes » comme étant « à la fois une forme de contrôle social des femmes en tant qu'individus dans la sphère publique et privée et un moyen de maintenir leur subordination dans la société » (p. 98). La trajectoire biographique de Jalna Hanmer met alors en lumière les influences politiques et théoriques qui ont permis de comprendre le rôle des violences,

des blagues sexistes comme des coups, pour maintenir un ordre social sexué et sexiste. Dans plusieurs pays, la question des violences apparaît à cette époque dans les organisations féministes de prise en charge des victimes – telles que Women's Aid en Grande-Bretagne – et dans l'espace académique grâce aux chercheuses qui ont interrogé la relégation des femmes et la question des rapports sociaux de sexe à l'université. Autre exemple d'initiative féministe contre les violences présenté dans ce dossier : le témoignage d'Elizabeth Bäschlin, militante suisse, illustre une partie de la lutte contre les violences en Suisse. Inspirées des refuges ouverts à Londres et à Berlin, des militantes féministes fondent, en 1978 à Berne, l'Association pour la protection des femmes maltraitées afin de sensibiliser aux violences et d'aider les victimes. Outre la création de lieux d'accueil et d'hébergement, les mobilisations contre les violences ont contribué à réformer les lois, à impulser des programmes de prévention – dont le texte de Jacqueline De Puy, Sherry L. Hamby et Sylvie Monnier sur le programme « Sortir ensemble et se respecter », mis en place dans les années 2000, donne un exemple récent – et à développer les connaissances sur des violences alors largement occultées et inconnues. C'est à la faveur de la circulation d'idées et de pratiques, au niveau international et intra-national, entre

différents espaces sociaux, que les violences deviennent un problème social. Les savoirs sur les violences ont, en effet, été forgés par des échanges entre les mondes militants et scientifiques. Des hypothèses sur les violences élaborées par des militantes ont, par exemple, pu ensuite être étayées par des travaux quantitatifs et qualitatifs. En s'inscrivant dans cette même lignée, l'objectif du dossier de *Nouvelles questions féministes* est bien d'ailleurs d'éclairer des questions politiques et académiques à l'aune d'enquêtes de terrain.

Les différents types de violences contre les femmes sont envisagés comme faisant partie d'un continuum : le numéro ne se concentre pas sur une violence spécifique (le viol ou la violence conjugale) – comme les catégorisations issues des politiques publiques tendent à le faire – mais bien sur différentes formes et différents degrés de violences, qui contribuent à perpétuer un système sexiste. Ainsi, comme en attestent les enquêtes ENVEFF (Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, 2000) et CSF (Contexte de la sexualité en France, 2006), les violences existent dans tous les milieux sociaux. Pourtant, le traitement judiciaire des violences sexuelles semble se concentrer sur les milieux défavorisés. C'est ce paradoxe dont traite l'article de Véronique Le Goaziou, en tentant d'expliquer la « sous-

représentation des mis en cause issus des milieux favorisés dans les affaires de viol » et la « surreprésentation [de ceux] des milieux populaires » (p. 21-22). Trois hypothèses sont dressées : le fait que les femmes des classes supérieures auraient tendance à taire davantage les violences vécues ; que les conjoints violents des milieux favorisés ont davantage de ressources, matérielles et symboliques, pour se défendre face à la justice ; que les classes populaires sont plus sujettes au contrôle institutionnel. On voit là comment les mécanismes des violences et leur traitement institutionnel prennent des tournures différentes en fonction des propriétés sociales des mis en cause comme des victimes. Si les représentations de la violence et les obstacles institutionnels auxquels font face les victimes sont variables, la forme de la violence et le niveau de risque à son exposition peuvent également dépendre des caractéristiques sexuelles et de genre des femmes. Fondée sur les données de l'enquête CSF, la contribution de Brigitte Lhomond, Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles et du groupe CSF met, par exemple, en lumière un risque plus fort de violences sexuelles pour les femmes qui ne sont pas strictement hétérosexuelles. La fréquence des agressions est, en effet, plus importante chez celles qui ont eu des rapports homosexuels et se disent hétérosexuelles ou bisexuelles. Le fait



d'échapper partiellement au contrôle des hommes pourrait donc se traduire par des 'rappels à l'ordre'.

Analyser le phénomène des violences révèle la manière dont se décline la domination masculine, et cela permet aussi d'entrevoir les formes que prend la capacité d'agir des femmes dans un cadre contraint. C'est l'un des points particulièrement intéressants de l'enquête menée à Trieste en Italie par Laura Pomicino, Patrizia Romito, Vincente Escribà-Agüir et Janet Molzan-Turan sur les violences subies avant et après une grossesse pour comprendre leur impact dans les choix reproductifs. Grâce à une comparaison du vécu des violences par les femmes ayant accouché et celles qui ont avorté, les auteures montrent que, pour une femme victime de violences, le choix d'avorter peut correspondre à une « *première décision autonome depuis le début de sa relation avec son conjoint* » (p. 41). Contrairement aux représentations qui envisagent l'interruption volontaire de grossesse comme un échec, l'avortement peut tout à fait constituer un pas vers l'autonomisation.

Malgré toute la richesse des travaux sur les violences contre les femmes, l'analyse de ce phénomène demeure lacunaire et controversée. L'article de Carmen Gill sur le fémicide dans le Nouveau-Brunswick au Canada appelle justement à multiplier les

enquêtes et à inciter les pouvoirs publics à recueillir des données systématiques sur les violences. Par ailleurs, compter les violences soulève des débats méthodologiques importants, qui reflètent les contours politiques du problème public. La question de la prise en compte des hommes dans les enquêtes de victimation est un exemple saillant des polémiques qui animent le champ académique aux États-Unis en particulier. En se penchant sur les apports des enquêtes sur la violence conjugale en France et aux États-Unis, Catherine Cavalin rappelle que la mesure des violences subies par les hommes et les femmes nécessite « [d'] *interroger les différences qualitatives entre la victimation des hommes et celle des femmes dans le couple* » (p. 74). Pour saisir le caractère asymétrique de la violence conjugale, il convient d'analyser la nature des violences, leur fréquence et leur niveau de gravité, ainsi que de distinguer la violence et le conflit de couple. L'auteure réaffirme alors l'importance de la prise en compte du genre dans les enquêtes quantitatives pour mettre en contexte les actes de violences déclarés par les hommes et les femmes.

Ce dossier est donc une contribution importante pour enrichir les savoirs sur les violences et l'approche féministe du phénomène. En prime, il inclut la préface de Sabine Lambert à la réédition des *Questions féministes (1977-1980)* (Syllepse, 2012). Ce

beau texte retrace l'histoire de la revue, et souligne les enjeux militants et scientifiques qui ont présidé sa fondation. Le projet critique de la revue permet ainsi toujours de « *comprendre que l'histoire n'est pas finie et que ce qui nous semble immuable ne l'est aucunement* » (p. 123). Une perspective toujours nécessaire pour analyser les mécanismes des dominations que les violences reflètent.

**Pauline Delage**

Sociologue,  
post-doctorante, Unil-LIEGE

**Emmanuelle Zolesio –  
*Chirurgiennes au féminin ? Des  
femmes dans un métier d'hommes***

(2012). Rennes, Presses universitaires de Rennes, 294 p.

Lors de sa thèse en sociologie, sous la direction de Bernard Lahire, Emmanuelle Zolesio a réalisé une remarquable étude ethnographique du milieu chirurgical. Une quinzaine de chirurgiens et une quarantaine de chirurgiennes de chirurgie digestive (sur 350 en France, soit 10 % de l'effectif des chirurgiens dans cette spécialité) ont été interrogé-e-s ; six d'entre elles ont été suivies dans cinq hôpitaux différents. Ces femmes avaient entre 25 ans et 81 ans. Cette amplitude d'âge est intéressante : voici un moment qu'il existe des chirurgiennes et la progression statistique reste malgré tout faible. L'ouvrage issu de la thèse permet de mieux comprendre les dimensions qui résistent à

la féminisation du métier. Le milieu est hostile aux femmes, ce qui doit en décourager plus d'une (et certains hommes aussi). Si l'on en doutait, le livre contient des citations saisissantes sur le machisme décomplexé de certains chirurgiens. De plus, il faut une endurance physique à toute épreuve et une disponibilité temporelle qui sont difficilement conciliable avec une activité maternelle qu'il faut pouvoir durablement déléguer.

La chirurgie serait-elle toujours un métier réservé aux hommes où les femmes ne pourraient figurer qu'au titre d'exception ? Emmanuelle Zolesio montre que la chirurgie peut tout à fait être exercée par des femmes. Elles le font en adhérant à des degrés divers à l'ethos viril du métier, tout en s'en distanciant aussi, notamment dans leurs relations avec les infirmières et les secrétaires. Bien sûr, être une femme leur complique la tâche du point de vue des relations sociales avec leurs collègues et patrons, surtout au début de leur carrière, mais celles qui persévèrent parviennent finalement à asseoir leur autorité. C'est donc possible. Et telle est bien la visée d'*empowerment* du livre qui propose des modèles identificatoires variés (toutes les chirurgiennes ne sont pas faites sur le même modèle) aux jeunes filles qui voudraient choisir ce métier.

Emmanuelle Zolesio pensait, initialement, que les chirurgiennes

avaient été éduquées « *comme des filles* » dans leur socialisation primaire et qu'elles vivraient des « *crises dispositionnelles* » en arrivant en chirurgie, métier masculin par excellence. Dans cette perspective, l'articulation entre la socialisation secondaire professionnelle et les socialisations antérieures est jugée essentielle pour comprendre les degrés inégaux d'accomplissement de la première. Les filles n'étant pas préparées à la chirurgie, on escompte que « *les processus de socialisation seront davantage visibles car plus problématiques* ». On retrouve là une idée également présente dans d'autres travaux contemporains : étudier les femmes minoritaires permet de comprendre plus en profondeur un ethos professionnel viril, la structuration d'un milieu de travail masculin<sup>11</sup>. Cette perspective est bien différente de celle qui prévalait dans les années 1970-80, notamment dans les débats entre Nicole-Claude Mathieu et Maurice Godelier, quand celle-ci pensait que l'on avait besoin des chercheurs hommes pour comprendre de l'intérieur les rouages du monde masculin/dominant. Emmanuelle Zolesio propose un autre cheval de Troie : une femme peut aujourd'hui étudier des femmes qui sont entrées dans la maison-

des-hommes. Dès lors, celle-ci existe-t-elle encore ?

Elle construit son analyse en opposant, de façon un peu trop statique et systématique, j'y reviendrai, des dispositions socialement définies comme féminines ou masculines. En ce sens, le tempérament chirurgical serait masculin. Selon les chirurgiens et les chirurgiennes, ce tempérament allie le goût de l'action, le sens de la décision dans l'urgence, le pragmatisme, une âme de chef, être combattif, ce qui peut aller jusqu'à « *un petit côté dictatorial* ». Les chirurgien-ne-s euphémisent ainsi nettement ce qui leur est fréquemment reproché : se conduire en tyran. Par ailleurs, ils/elles dévalorisent les dispositions 'féminines' : être effacée, être timide et réservée, la retenue. Les chirurgiens peuvent hurler sur les autres. Ce comportement caractériel est autorisé au bloc, à travers la transmission de toute une tradition, dans laquelle interviennent des 'réputations' (il y a des chirurgiens pires que les autres) et où toute l'équipe chirurgicale joue son rôle. Joan Cassel a montré à propos des équipes états-uniennes que les femmes ont moins la possibilité de se mettre en colère, non qu'elles ne le veulent pas, mais parce que les équipes le tolèrent moins<sup>12</sup>. Zolesio confirme ces résultats, mais elle montre que l'agressivité

<sup>11</sup> Par exemple, la thèse d'Isabelle Boni-Le Goff : *Le sexe de l'expert. Régimes de genre et dynamiques des inégalités dans l'espace du conseil en management*. EHESS, soutenue le 2 octobre 2013.

<sup>12</sup> Cassell Joan (2000). « Différence par corps : les chirurgiennes ». *Cahiers du genre*, n° 29.

est néanmoins valorisée par les chirurgiennes. « *Et oui, faut avoir un fond agressif. Et moi, j'ai un fond agressif, oui. Moi quand ça ne va pas, je peux me taper dessus violemment. Mentalement. Quand je dis agressif aussi, c'est autant mental que physique. Faut avoir un fond agressif. C'est souvent ce que je dis : je pense qu'on est des assassins qui se sont légalisés. Quelque part.* » (p. 33). On est souvent frappé, à la lecture du livre, par la finesse des analyses des chirurgiennes et par leur franchise : « *On a certainement un instinct de tueur mais on l'a... sublimé quelque part. On l'a mis au service des gens. C'est pas normal de prendre un couteau et d'aller sciemment couper la peau de quelqu'un, même pour l'aider* » (p. 33). Une autre chirurgienne dit également : « *J'ai fait ce métier parce que j'aimais bien, je vous dis, j'avais ces images d'enfance comme ça. Et je me suis aperçue que... Et j'ai fait ça parce que j'adorais... enfin... Les choses comme ça c'est voir, mettre les mains dans un ventre. C'est extraordinairement beau, on dirait un paysage sous-marin. Y a des couleurs extraordinaires, ça bouge, c'est chaud... Mais c'est pas un être humain, c'est pas ça qui m'intéressait. C'est ce qu'il y avait à l'intérieur. Donc après quand on apprend son métier on apprend qu'en dehors du bloc y a aussi un être humain dont il faut s'occuper. Et puis ça*

*s'apprend. Mais c'est pas ça que j'avais... qui m'attirait au départ* » (p. 150).

Quand on veut justifier la différence entre le *care* (souci des autres) et le *cure* (comme geste thérapeutique 'agressif' au service des autres), on cite généralement l'exemple du chirurgien (qui n'écoute pas ses patients, parle devant eux comme s'ils n'étaient pas là, etc.) pour montrer ce que c'est que l'absence de *care* chez un professionnel du soin. Et le livre regorge d'exemples illustrant cette indifférence. Mais on pourra désormais citer l'exemple de la chirurgienne, au féminin, qui affirme prendre plaisir à mettre les mains dans le ventre et reconnaît que l'humain ne l'intéressait pas. « *J'ai pas fait parleuse* », dit une autre, opposant sa vocation à celle de psychiatre. Toutes les femmes ne sont donc pas dotées de dispositions relationnelles, *i.e.* féminines. Comment échappent-elles à la force de cette socialisation ? Certes, Zolesio décrit des formes de socialisation inversée. Mais on a vu qu'apparaissent aussi, à travers ces témoignages réflexifs, des dimensions pulsionnelles qui ne sont pas réductibles à la socialisation. Entre les pulsions scopique et agressive (voir, couper) et la réussite chirurgicale, il y a toute l'épaisseur des rapports sociaux, de la socialisation de genre, des positions hiérarchiques occupées par l'individu dans la société. Mais cette pulsion n'est

pas implantée par le social, c'est le social qui s'y arrime. Un homme non agressif ne ferait pas un chirurgien. Ainsi le livre d'Emmanuelle Zolesio est-il aussi intéressant sur le plan sociologique que pour les éclairages psychosociaux qu'il permet. Une question sous-jacente pourrait être : que font les femmes qui ne sont pas chirurgiennes de ce 'fond agressif' ? Où et comment se sublime l'agressivité des femmes ?

Parmi les apports du livre, il faut mentionner le formidable chapitre sur l'humour sexualisé et scatologique des chirurgiens. Les femmes y adhèrent en partie ou se tiennent à l'écart, composent avec ces formes d'humour qui réactualisent en permanence l'ordre du genre. Il est probable qu'aussi longtemps qu'elles seront minoritaires, la présence des femmes ne va pas désexualiser l'humour carabin (on le voit dans leur participation 'seins nus' dans les fêtes à l'internat). Emmanuelle Zolesio note cependant qu'elle n'a jamais été témoin de blagues sexuelles au bloc quand l'équipe était entièrement féminine. Par ailleurs, les chirurgiennes disent clairement ne pas parler de la même chose avec les infirmières (elles parlent des enfants ou « *se font plaindre* », par exemple) et développer avec elles des relations de partenariat plutôt que de soumission. La création d'une complicité entre femmes est l'une des modalités grâce à laquelle les

chirurgiennes, mais sans doute aussi les infirmières, peuvent mieux endurer le machisme des chirurgiens. Les chirurgiennes y sont d'une certaine façon contraintes, dans la mesure où les infirmières ne leur pardonneraient pas de se comporter avec elles comme le font les chirurgiens.

S'il fallait adresser une critique à ce livre passionnant, celle-ci porterait sans doute sur les limites de l'approche dispositionnelle. Bien sûr l'agressivité est genrée au masculin, donc plus difficile à assumer pour une femme. Toutefois, cela étant dit, l'exemple des chirurgiennes n'est-il pas une bonne opportunité pour montrer que les dispositions agonistiques peuvent s'affranchir du système de genre ? Il aurait été intéressant de pousser l'analyse en assumant les résultats de l'enquête : à savoir que les chirurgiennes sont difficilement définissables dans les catégories du masculin et du féminin et contribuent grandement à rendre ces catégories obsolètes. Comment rendre compte du fait que l'on continue majoritairement à les utiliser par convention sociale, mais qu'il conviendrait pourtant de ne pas les réitérer au niveau théorique ? Il y a d'ailleurs un moment cocasse du livre où une chirurgienne semble d'abord s'embrouiller complètement : « *Alors homme et femme, faut définir. C'est pas suffisant. [...] Et vous pouvez avoir des hommes de sexe, donc des chirurgiens de sexe mâle,*

qui sont d'une grande féminité. Hein ? C'est-à-dire bon, ils ont pas de masculin. Y en a plein, hein, moi je vais vous dire, y en a peut-être une majorité. J'en sais rien, mais probablement. Ils ont plus de féminin que de masculin, faut pas croire. [...] ». Déclaration qui apparaît comme foncièrement décalée, jusqu'à ce qu'elle trouve ce qu'elle veut dire : « Alors est-ce qu'il y a une différence pour aborder les malades quand on est un homme ou une femme, je dirai pas ça comme ça, je crois qu'il y a une différence d'aborder les gens en fonction qu'on est médecin ou soignant. Soignant donc thérapeute. Ça oui. L'un a un mode opératoire et est dans le pouvoir, l'autre est beaucoup plus précis, il voit dans la globalité, il a une relation d'humanité. Et c'est pas du tout pareil » (p. 247). Il me semble que cette chirurgienne, en remplaçant des différences genrées – qui s'avèrent inadéquates et la rendent confuse – par des différences liées à l'exercice de l'activité, où elle retombe sur ses pieds, propose à la fois une critique et une issue à une approche trop strictement fondée dans des dispositions genrées que l'on risque malgré tout de naturaliser. Compte tenu de la richesse et la surabondance du matériel empirique, le systématisme de l'approche dispositionnelle, s'il flirte parfois avec le sociologisme, a toutefois l'avantage d'offrir une ligne méthodologique *tranchante*

qui met en relief comme autant de pistes à explorer ce qui échappe à son expertise.

**Pascale Molinier**

Psychologue, Université Paris 13  
Sorbonne Paris Cité

**Isabelle Clair – Sociologie du genre**

(2012). Paris, Armand Colin « 128 », 128 p.

Ce volume de la collection 128 d'Armand Colin écrit par Isabelle Clair, sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre de l'équipe Genre, Travail, Mobilités du Cresppa, est un manifeste scientifique : la perspective de genre contribue à refonder la sociologie générale. Dans ce manuel, il s'agit bien de montrer que le genre n'est pas un domaine de spécialité, et que c'est plus sûrement une perspective qu'une simple catégorie, et en tous les cas pas une 'variable'. Cette démarche explique le recours à la métaphore des « lunettes du genre » montrant les inflexions que ce « corpus de recherches » a produit sur l'analyse de différents objets sociologiques, en premier lieu le travail mais aussi « la sphère politique, les savoirs et l'éducation, l'art et la culture, le corps, la vie privée et la conjugalité ». Le livre offre un panorama des recherches récentes sur ces thèmes et interroge l'articulation du genre avec les autres rapports sociaux. Les première et deuxième parties sont consacrées à la reconstitution d'un champ, au sens bourdieusien du terme. Isabelle Clair entreprend

ainsi une véritable sociohistoire de la constitution du genre en France en retraçant les lignes de tension et en identifiant les actrices (les acteurs sont minoritaires) en présence. Elle rend compte de la place de « *deux objets prédominants* », le travail mais aussi la sexualité qui s'impose plus tardivement.

Dès lors, l'auteure entend démontrer que la sociologie du genre n'est pas simplement la traduction dans la sociologie française d'un concept né dans les pays anglo-saxons, mais est bien plutôt une perspective nourrie par des courants de pensée sociologiques différents : à titre d'exemple, elle montre la complexité de la pensée des auteures féministes matérialistes pour lesquelles le terme de rapports sociaux de sexe est préféré à celui de genre pour éviter l'effacement des rapports de pouvoir à l'œuvre entre les sexes. Christine Delphy quant à elle reprend le terme de genre mais pour lui donner une autre acception insistant sur le lien entre la conception du genre en tant que construction sociale, d'une part, et la hiérarchie à l'origine de la division des sexes, de l'autre. Ce nouvel usage, nous rappelle Isabelle Clair, a contribué à la diffusion de la notion dans le champ des recherches féministes françaises. Sur la question du travail, elle propose également une lecture de l'évolution des études dans ce champ, soulignant l'importance prise par les travaux

sur le marché du travail et l'emploi des femmes qu'elle inscrit judicieusement dans les transformations à l'œuvre dans la sociologie du travail.

La montée en puissance de la sexualité comme objet sociologique est ensuite analysée avec une grande attention par Isabelle Clair, analyse nourrie aussi par sa connaissance de ce domaine du fait même de son parcours de recherche. Isabelle Clair, qui a beaucoup œuvré à la reconnaissance de l'importance des recherches sur la sexualité en sociologie, ne peut qu'être sensible à la façon spécifique dont les sociologues françaises du genre l'ont appréhendée, et au type de débat que la théorie *queer* a pu susciter sur la question de la légitimité de ses objets/sujets de recherche.

Ce choix de limiter la revue de la littérature aux recherches produites en France a le grand mérite de mettre en avant, d'une part, l'étendue des travaux effectués depuis ceux, précurseurs, de Madeleine Guilbert en 1946 ; d'autre part, leur difficile institutionnalisation, malgré la banalisation croissante du terme de genre.

Comme toute généalogie, celle d'Isabelle Clair est nécessairement sujette à discussion et contestation, et c'est aussi ce qui fait l'intérêt de cet ouvrage : en plus d'être un ouvrage de synthèse, il est aussi une problématisation (au sens de Foucault) du contexte français

d'émergence du genre dans la discipline sociologique. Problématisation qui prend à bras le corps les enjeux de la conceptualisation du genre dans son entrelacement avec, d'une part, le mouvement social ; d'autre part, la communauté des sociologues. Si les liens de la sociologie du genre avec le(s) mouvement(s) féministe(s) ont été bien documentés, en revanche ceux avec la communauté des sociologues contemporains méritaient d'être plus explorés, poursuivant les discussions qui émergent de façon périodique en particulier lors de la parution d'ouvrages suscitant des polémiques (comme *La domination masculine* de Pierre Bourdieu – Seuil 1998). Ce souci de problématisation qui traverse tout l'ouvrage est aussi facilité par le renouvellement de génération des auteur-e-s du champ qu'évoque d'ailleurs Isabelle Clair et qui a aussi fait l'objet de réflexions par d'autres jeunes chercheuses comme Laure Bereni<sup>13</sup>, elle-même co-auteure d'un manuel de référence sur les études de genre<sup>14</sup>.

Dans cette perspective, on comprend également mieux la

ligne défendue d'une sociologie du genre, qui, tout en soulignant la production pluridisciplinaire du genre, fait ressortir ses effets spécifiques sur la discipline sociologique ici et maintenant. Cette position permet de lutter contre la posture consistant à accorder un statut extraterritorial aux études de genre (ce qui dans le cas français renvoie d'ailleurs largement à une réalité, seules quelques universités affichant des enseignements et recrutements en sociologie mentionnent cette perspective<sup>15</sup>). On peut toutefois regretter que l'auteure n'ait pas laissé une plus grande place aux travaux sociologiques français et d'ailleurs réalisés dans d'autres contextes sociaux que ceux de la France comme à l'influence des recherches et mouvements sociaux des aires culturelles non anglophones sur les réflexions féministes françaises. Enfin, le type de traitement du genre dans l'espace transnational, et notamment du champ du développement et de la coopération internationale, aurait pu également être rappelé, car il vient signifier la difficulté toujours renouvelée pour le/la chercheur-e d'utiliser des termes qui peuvent faire l'objet d'une instrumentalisation par des orga-

<sup>13</sup> Bereni Laure (2012). « Une nouvelle génération de chercheuses sur le genre ? Réflexions à partir d'une expérience située ». *Contretemps* :

[www.contretemps.eu/auteurs/laure-bereni](http://www.contretemps.eu/auteurs/laure-bereni)

<sup>14</sup> Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2008). *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*. Bruxelles, De Boeck.

<sup>15</sup> Voir les études successives de l'ANEF et le dernier recensement réalisé par la Mission pour la place des femmes au CNRS : « Recensement national des chercheuses et chercheurs et des équipes et unités de recherche travaillant sur le genre et/ou les femmes », achevé en 2011 et disponible en ligne (<https://recherche.genre.cnrs.fr/>).



nismes internationaux ou de coopération, à des fins bien différentes de celles animant la majorité des auteur-e-s de ce champ. Les travaux de chercheuses en sociologie politique rendant compte du genre comme « *norme globalisée et universalisante* »<sup>16</sup> rappellent ainsi les tensions auxquelles ce terme est confronté.

Pourtant, comme en témoignent les polémiques récentes autour de « *la théorie du genre* », cette position ferme sur le genre est importante, tant l'horizon que rappelle Isabelle Clair concernant la perspective du genre paraît encore lointain : « *Comme le montre l'intégration progressive du concept à d'autres corpus sociologiques et conformément à l'intention scientifique qui lui a donné naissance, l'intitulé 'sociologie du genre' est destiné à se vider de toute signification, à ne plus décrire quelque ensemble que ce soit, à part un ensemble de références fondatrices* » (p. 121). Dans cette perspective, il est fort à parier que les défis théoriques posés par l'épistémologie féministe (et qui agitent également le champ des études de genre au sens large) continuent à tarauder 'la sociologie générale'.

Et pourtant, comme le rappelle la liste des « *revues à dominante sociologique sur le genre* » ainsi que la recension des « *numéros thématiques de revues*

'*généralistes*' » présentes à la fin de l'ouvrage, si l'institutionnalisation du genre peine à se réaliser, elle n'est pas imputable à la production scientifique, dont la vitalité est remarquable !

**Aurélié Damamme**

Maîtresse de conférences,  
Université Paris 8  
Cresppa-GTM

**Natalie Pigeard-Micault – *Les femmes du laboratoire de Marie Curie***

(2013). Paris, Glyphe, 300 p.

Natalie Pigeard-Micault, responsable des ressources historiques du musée Curie, nous livre dans cet ouvrage les résultats d'une enquête qu'elle a minutieusement menée pour documenter la vie des femmes qui ont travaillé dans le laboratoire de Marie Curie entre 1906 et 1934, soit du décès de Pierre Curie à la disparition de celle que tous appelaient « *la patronne* ». Elles sont quarante-cinq femmes, chercheuses confirmées, étudiantes ou la légendaire secrétaire Madame Razet, qui ont séjourné dans le laboratoire Curie de quelques semaines à de nombreuses années. L'ouvrage, préfacé par Hélène Langevin-Joliot, physicienne, petite fille de Marie Curie et fille d'Irène Joliot-Curie, est composé de 45 notices biographiques de chacune de ces femmes, classées par ordre alphabétique, complétées par une introduction et une conclusion.

L'auteure met en avant deux objectifs qui ont motivé ce travail. Le premier est de retrou-

<sup>16</sup> C'est l'objet de l'ANR « GLOBALGENDER. Regards croisés sur la globalisation du genre » coordonné par Ioana Cîrstocea.

ver la trace de nombreux acteurs et actrices du laboratoire Curie pour combler une méconnaissance flagrante. Consacrer un travail spécifique aux femmes est présenté dans l'ouvrage comme une première étape pour retracer la trajectoire personnelle et scientifique de l'ensemble du personnel du laboratoire Curie, comme une contribution à la compréhension de l'évolution de la recherche et des pratiques scientifiques. Le second objectif de l'auteure est de combattre des stéréotypes trop souvent véhiculés sur les femmes scientifiques et leurs conditions professionnelle et personnelle. Elle cherche à remettre en cause l'idée selon laquelle ces femmes se sont dévouées corps et âmes à leur science, sacrifiant pour cela toute vie privée ou encore qu'elles étaient toutes féministes. C'est en retraçant leur biographie, en la situant dans le contexte de l'époque que l'auteure souhaite combattre ces stéréotypes et donner à voir la variété des situations personnelles et professionnelles.

L'enquête retrace la biographie de femmes qui ont fréquenté l'un des deux laboratoires successifs de Marie Curie. Le premier, rue Cuvier, où les recherches de Pierre et Marie Curie débutent en 1904, est agrandi juste avant le décès de Pierre. Marie Curie l'occupera jusqu'en 1914. Le second, beaucoup plus grand par sa taille et son projet, l'Institut du radium, financé par l'Institut Pasteur et l'Université de Paris,

concrétise un projet porté par Marie Curie de réunir dans un même institut des recherches en physique, chimie, biologie et médecine consacrées à la radioactivité et à ses applications. Dix femmes sont accueillies rue Cuvier, les autres à l'Institut du radium. L'auteure distingue trois types de « *travailleurs* » du laboratoire, selon l'expression de l'époque. Une première catégorie est composée du personnel rémunéré, les chefs de travaux de l'Université, les garçons de laboratoire ou la secrétaire ; la seconde, des étudiant·e·s de la Faculté des sciences, le laboratoire Curie étant géré par l'Université. Ces étudiant·e·s préparent généralement un des trois diplômes d'enseignement spécialisés (DES) proposés après la licence et indispensables à une inscription en doctorat. D'autres étudiant·e·s, déjà titulaires de ces DES entament leur doctorat, et à ce titre, en plus du paiement des droits d'inscription à la Faculté, s'acquittent de droits d'entrée de laboratoire, voire doivent payer une partie des produits chimiques utilisés. Enfin, la troisième catégorie est composée de travailleurs et de travailleuses dit·e·s libres qui ne sont pas inscrits à la Faculté, ne paient ni droits d'entrée au laboratoire ni les produits qu'ils utilisent. Cette dernière catégorie regroupe généralement des chercheuses étrangères, ayant déjà effectué des recherches scientifiques et qui sont accueillies au

laboratoire Curie pour se perfectionner, recommandées par des chercheur·e·s confirmé·e·s.

Chaque notice de l'ouvrage retrace la trajectoire scientifique et personnelle d'une femme du laboratoire, à partir de données recueillies dans des fonds d'archives institutionnels et personnels, d'articles ou de données généalogiques en ligne. Les informations disponibles sur ces femmes sont très disparates. Elles sont nombreuses et riches sur certaines d'entre elles comme la Canadienne Harriet Brooks, la Norvégienne Ellen Gledish ou l'Autrichienne Marietta Blau qui ont fait l'objet de nombreux travaux historiques. Pour d'autres, seul un nom sur une fiche ou une lettre témoigne de leur passage au laboratoire Curie.

La lecture des différentes notices dessine un tableau très intéressant de ce qu'était la vie du laboratoire Curie et au-delà ce qu'était l'exercice de la recherche scientifique dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Les témoignages portent beaucoup sur les relations entre Marie Curie et ses collaboratrices. Dans un premier temps, après la mort de Pierre, Marie Curie est peu présente auprès des chercheur·e·s, éloignée du laboratoire par la maladie et par des attaques publiques incessantes. C'est André Debierne, l'ami et le collaborateur de la première heure qui est l'interlocuteur privilégié de toutes et tous. Après la Première Guerre mondiale, Marie

Curie est au centre de la vie de laboratoire, dirigeant et animant l'ensemble avec énergie et détermination. L'atmosphère du laboratoire est décrite comme sereine et familiale, les chercheur·e·s se retrouvant à l'occasion de différents événements.

Sur la base de l'étude de ces trajectoires de femmes, l'auteure souligne qu'il n'y a pas de profil type de la femme scientifique du début du siècle. Contrairement à un cliché tenace, nombre d'entre elles ont fondé des familles et mené de front vie de famille et vie professionnelle. L'auteure insiste sur le poids déterminant du milieu social, le seul trait commun à ces femmes est leur appartenance à un milieu social aisé, acquis au droit de l'instruction supérieure des jeunes filles. Elle rappelle la très faible proportion de la population qui accède à l'enseignement secondaire et supérieur en France jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Après la Première Guerre mondiale, les besoins de l'industrie favorisent l'accès des femmes à l'enseignement supérieur : en 1910, elles représentent 11,7 % à la Faculté des sciences de Paris, en 1930 elles sont 28,5 %. L'auteure souligne que quelques-unes ont été militantes féministes, mais elles ne sont pas majoritaires. Elles sont souvent pionnières, nombre d'étrangères ayant travaillé au laboratoire Curie ont été des chercheuses reconnues dans leur domaine : Ellen Gleditsch,

Marietta Blau, Elizabeth Rona ou encore Irène Joliot-Curie, fille de Marie Curie, Prix Nobel elle aussi. Dans leur pays d'origine, elles furent souvent les premières femmes à obtenir une chaire d'enseignement à l'université. Elles ont déverrouillé des portes institutionnelles et juridiques qui s'opposaient à la présence et la carrière des femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités professionnelles pour celles qui suivront.

Cet ouvrage est une contribution intéressante à l'histoire des femmes en science. Il s'inscrit dans une tradition d'une histoire des femmes qui cherche à donner une voix à des actrices trop souvent silencieuses de l'histoire. Certaines de ces femmes sont connues, et ont fait l'objet de travaux de recherche, mais, c'est la démarche systématique de l'ouvrage – une notice pour chaque femme – qui permet de fournir un outil très utile pour approfondir les études sur l'histoire de la radioactivité ainsi que sur l'histoire des femmes dans la recherche et dans l'enseignement supérieur. Chaque notice indique des fonds d'archives disponibles et une courte bibliographie, même si l'état des sources proposé n'est pas exhaustif.

Cet ouvrage est l'aboutissement d'une première étape d'un travail consacré à l'ensemble du personnel du laboratoire Curie qui, espérons-le, aboutira rapidement

à une publication d'ensemble. Ces recherches représentent des contributions précieuses à l'histoire des femmes dans la recherche scientifique et l'enseignement supérieur ainsi qu'à l'histoire de la professionnalisation de la recherche en France. Elles permettent d'envisager des comparaisons plus systématiques entre différents domaines de recherche et d'enseignement, la médecine ou la chimie par exemple où les femmes étaient présentes en nombre à la même époque, ainsi qu'entre laboratoires de différents pays. Dans le cas de la radioactivité, jusqu'aux années 1930, quatre grands laboratoires dominaient le domaine, Paris, Vienne, Cambridge et Berlin. Si les femmes sont nombreuses à Paris et à Vienne (mais elles font figures d'exception à Berlin et à Cambridge) est-ce que cela est lié à la personnalité du directeur ? à l'organisation de l'université et du marché du travail ? Enfin, à l'heure de débats contemporains sur l'emploi scientifique, ce travail représente une réelle contribution, décrivant les difficultés à accéder à des emplois entièrement consacrés à la recherche et l'enseignement. Nombre de chercheuses françaises à l'époque sont enseignantes dans le secondaire ou travaillent pour l'industrie en parallèle. Qu'en étaient-ils des hommes à la même période et comment a évolué le statut de ces chercheurs ? Quelles sont les formes de discriminations, souvent

subtiles, auxquelles les femmes ont fait face, et comment ces discriminations se sont-elles, ou pas, transformées ? Autant de questions qui pointent encore aujourd'hui le manque de travaux en

France sur l'histoire des femmes dans le travail scientifique.

**Soraya Boudia**

Historienne et sociologue  
des sciences et des techniques  
Université Paris-Descartes